



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°36-2020-085

PUBLIÉ LE 13 AOÛT 2020

# Sommaire

## Direction Départementale des Territoires

36-2020-08-12-005 - Arrêté portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique) et la Trégonce (gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau. (4 pages)

Page 3

36-2020-08-13-005 - Arrêté portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique) et la Trégonce (gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau. (4 pages)

Page 8

## Préfecture

36-2020-08-13-008 - 2020-08-13-Arrêté portant interdiction temporaire de circulation aux véhicules transportant du matériel de sonorisation ou de production d'électricité à destination d'un rassemblement festif à caractère musical (3 pages)

Page 13

36-2020-08-13-007 - 2020-08-13-Arrêté portant interdiction temporaire de rassemblements festifs à caractère musical (4 pages)

Page 17

## Préfecture de l'Indre

36-2020-08-03-004 - Décision de fin de délégation de signature Mme Chevrier (2 pages)

Page 22

# Direction Départementale des Territoires

36-2020-08-12-005

Arrêté portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002  
du 5 août 2020

portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte

*Arrêté portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau. - SCEA*

**sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau.**



## PRÉFET DE L'INDRE

**ARRÊTÉ N° du**  
**portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020**  
***portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la***  
***Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique) et la Trégonce***  
***(gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la***  
***Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors***  
***gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de***  
***suspension provisoires des prélèvements d'eau.***

Le préfet,  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu le code de la santé publique;**

**Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°36-2018-06-15-014 du 15 juin 2018 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département de l'Indre et les mesures de limitation ou suspensions provisoires des prélèvements d'eau ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018 portant délégation de signature à Madame Florence COTTIN, directrice départementale des territoires de l'Indre ;**

**Vu l'arrêté n° 36-2020-02-17-007 du 1<sup>er</sup> février 2020 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de l'Indre ;**

**Vu l'arrêté n°36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance notamment du franchissement du seuil de crise sur l'Arnon, et rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau ;**

**Vu la demande de Monsieur MULLER Jimmy et Mme GUITTONNEAU Alexina, exploitant du SCEA LES JARDINS DE LA PRÊLE domiciliée Allée de la Presle 36100 ST GEORGES SUR ARNON, reçue par courriel le 9 août 2020, de prélever un volume de l'eau à tout moment de la journée pour arroser ses cultures maraîchères;**

**Considérant que la demande de dérogation porte sur des besoins en eau limités qui ne compromettent pas la vie aquatique ou biologique du cours d'eau « l'Arnon » ;**

**Considérant l'avis des membres de l'Observatoire de la Ressource en Eau (ORE) consultés le 12 août 2020 ;**

**Sur proposition de la Directrice départementale des Territoires,**

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : PORTÉE DE LA DÉROGATION**

A titre dérogatoire, l'exploitation de Monsieur MULLER Jimmy et Mme GUITTONNEAU Alexina, exploitant du SCEA LES JARDINS DE LA PRÊLE domiciliée Allée de la Presle 36100 ST GEORGES SUR ARNON, est autorisée à prélever à partir de son forage, dans les conditions suivantes :

- Le volume à prélever est limité à 3000 m<sup>3</sup> sur les cultures maraîchères de l'exploitation ;
- Les prélèvements s'effectueront du 13 août 2020 au 9 septembre 2020 à tout moment de la journée à partir du système d'irrigation de goutte à goutte et d'aspersion existant ;

En dehors des modalités de prélèvement ci-dessus, les autres restrictions ou limitations définies par l'arrêté préfectoral n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance notamment du franchissement du seuil de crise sur le bassin de l'Arnon et rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau, ou de tout arrêté s'y étant substitué, s'appliquent.

Au 9 août 2020, le demandeur déclare que le relevé de l'index du compteur d'eau concerné par cet arrêté est de 4858 m<sup>3</sup>.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE VALIDITÉ**

La présente dérogation cessera le 9 septembre 2020 à 0h00.

Il peut en outre être suspendu ou abrogé à tout moment par le préfet en cas d'aggravation de la situation hydrologique de la ressource en eau sollicitée.

### **ARTICLE 3 : POURSUITES, PÉNALES ET SANCTIONS**

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 €. Ces amendes peuvent s'appliquer de manière cumulative chaque fois qu'une infraction aux mesures de limitation ou de suspension est constatée. Indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, le Préfet peut mettre en demeure l'exploitant ou le propriétaire de l'installation concernée de satisfaire, dans un délai déterminé, aux dispositions non respectées de l'arrêté. S'il n'obtempère pas ou récidive, l'exploitant encourt une peine de prison de 2 ans et une amende de 150 000 € maximum.

### **ARTICLE 4 : AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera affiché sans délai dans la mairie concernée en un lieu facilement accessible au public.

Il peut également être consulté sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Indre (<http://www.indre.gouv.fr/Publications/Loi-Sur-l-Eau-et-Les-Milieux-Aquatiques/Gestion-des-etiaages/>).

## **ARTICLE 5 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Indre, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage en mairie.

Il peut également être déféré auprès du Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de son affichage en mairie.

## **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, la directrice départementale des territoires adjoint, les agents assermentés au titre de l'article L 216-3 du code de l'environnement et le maire de la commune bénéficiaire de la présente dérogation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Directrice Départementale  
des Territoires  
  
Florence COTTIN



# Direction Départementale des Territoires

36-2020-08-13-005

Arrêté portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002  
du 5 août 2020

portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte

sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique) et la Trégonce (gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau. EURL

Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau. EURL

Bouzanne, la Creuse, la Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau.





PRÉFET DE L'INDRE

**ARRÊTÉ N° du**  
**portant dérogation à l'arrêté n° 36-2020-08-05-002 du 5 août 2020**  
***portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur la Claise, l'Indrois, la Tourmente, la***  
***Théols et le Modon, du seuil d'alerte renforcée sur la Ringoire (gestion volumétrique) et la Trégonce***  
***(gestion volumétrique), et du seuil de crise sur l'Anglin amont, l'Anglin aval, la Bouzanne, la Creuse, la***  
***Gartempe, l'Indre amont, l'Indre aval, la Ringoire (hors gestion volumétrique) et la Trégonce (hors***  
***gestion volumétrique), l'Arnon et le Fouzon, rendant applicables les mesures de limitation et de***  
***suspension provisoires des prélèvements d'eau.***

Le préfet,  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu le code de la santé publique;**

**Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°36-2018-06-15-014 du 15 juin 2018 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département de l'Indre et les mesures de limitation ou suspensions provisoires des prélèvements d'eau ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018 portant délégation de signature à Madame Florence COTTIN, directrice départementale des territoires de l'Indre ;**

**Vu l'arrêté n° 36-2020-02-17-007 du 1<sup>er</sup> février 2020 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de l'Indre ;**

**Vu l'arrêté n°36-2020-08-05-002 du 5 août 2020 portant reconnaissance notamment du franchissement du seuil de crise sur l'Indre aval, et rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau ;**

**Vu la demande de l'EURL LAVE BOX représenté par Madame BELLEMENT Lucie, reçue par courriel le 31 juillet 2020, de prélever de l'eau pour le fonctionnement de sa station de lavage ;**

**Considérant que la demande de dérogation porte sur des besoins en eau limités qui ne compromettent pas la vie aquatique ou biologique du cours d'eau « l'Indre Aval » ;**

**Considérant l'avis des membres de l'Observatoire de la Ressource en Eau (ORE) consultés par mail le 12 août 2020 ;**

**Sur proposition de la Directrice départementale des Territoires,**

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : PORTÉE DE LA DÉROGATION**

A titre dérogatoire, l'EURL LAVE BOX représenté par Madame Lucie BELLEMENT est autorisé à prélever dans à partir de leur forage, dans les conditions suivantes :

- Les prélèvements s'effectueront du **14 août 2020 au 9 septembre 2020** chaque semaine du **Vendredi 12h00 au Lundi 9h00**.

En dehors des modalités de prélèvement ci-dessus, les autres restrictions ou limitations définies par l'arrêté préfectoral n° **36-2020-08-05-002** du **5 août 2020** portant reconnaissance notamment du franchissement du seuil de crise sur le bassin de l'Indre aval et rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau, ou de tout arrêté s'y étant substitué, s'appliquent.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE VALIDITÉ**

La présente dérogation cessera le **9 septembre 2020 à 0h00**.

Il peut en outre être suspendu ou abrogé à tout moment par le préfet en cas d'aggravation de la situation hydrologique de la ressource en eau sollicitée.

### **ARTICLE 3 : POURSUITES, PÉNALES ET SANCTIONS**

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les **contraventions de 5<sup>e</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 €**. Ces amendes peuvent s'appliquer de manière cumulative chaque fois qu'une infraction aux mesures de limitation ou de suspension est constatée. Indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, le Préfet peut mettre en demeure l'exploitant ou le propriétaire de l'installation concernée de satisfaire, dans un délai déterminé, aux dispositions non respectées de l'arrêté. S'il n'obtempère pas ou récidive, l'exploitant encourt une **peine de prison de 2 ans et une amende de 150 000 € maximum**.

### **ARTICLE 4 : AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera affiché sans délai dans la mairie concernée en un lieu facilement accessible au public.

Il peut également être consulté sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Indre (<http://www.indre.gouv.fr/Publications/Loi-Sur-l-Eau-et-Les-Milieux-Aquatiques/Gestion-des-etriages/>).

### **ARTICLE 5 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Indre, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage en mairie.

Il peut également être déféré auprès du Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de son affichage en mairie.

## **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, la directrice départementale des territoires adjoint, les agents assermentés au titre de l'article L 216-3 du code de l'environnement et le maire de la commune bénéficiaire de la présente dérogation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Directrice Départementale  
des Territoires  
  
Florence COTTIN



## Préfecture

36-2020-08-13-008

2020-08-13-Arrêté portant interdiction temporaire de circulation aux véhicules transportant du matériel de sonorisation ou de production d'électricité à destination d'un rassemblement festif à caractère musical



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Services du Cabinet**

*Bureau de l'Ordre Public et de la Prévention de la Délinquance*

**THIERRY BONNIER**

Châteauroux, le 13 août 2020

Préfet de l'Indre

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**ARRÊTÉ n° 36-2020-08-13-008**

**PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION AUX VÉHICULES  
TRANSPORTANT DU MATÉRIEL DE SONORISATION OU DE PRODUCTION  
D'ÉLECTRICITÉ À DESTINATION D'UN RASSEMBLEMENT FESTIF À  
CARACTÈRE MUSICAL (TEKNIVAL, RAVE-PARTY, FREE-PARTY),  
NON AUTORISÉ, DANS LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE**

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, Préfet de l'Indre ;

**Vu** le décret du 6 mai 2020 portant nomination de M. Stéphane SINAGOGA, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

**Vu** l'arrêté du 19 mai 2020 portant délégation de signature à M. Stéphane SINAGOGA, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

**Vu** l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 août 2020 n° 36-2020-08-13-007 portant interdiction temporaire de rassemblements festifs à caractère musical dans le département de l'Indre ;

**Considérant** que, selon les éléments d'information disponibles, un rassemblement festif à caractère musical pouvant regrouper jusqu'à plusieurs milliers de participants est susceptible de se dérouler entre le vendredi 14 août 2020 et le dimanche 16 août 2020 dans le département de l'Indre ;

**Considérant** que cette manifestation n'a fait l'objet d'aucune déclaration en préfecture comme exigée par la réglementation en vigueur et qu'elle n'a, par conséquent, pas fait l'objet d'autorisation administrative ;

**Considérant** que cette manifestation est susceptible de s'installer sans autorisation préalable en divers points du département ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

## ARRÊTE

- Article 1<sup>er</sup> :** La circulation des véhicules transportant du matériel susceptible d'être utilisé pour une manifestation non autorisée de type Rave-Party, Free-Party ou Teknival est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (*national et secondaire*) du département de l'Indre. Sont notamment concernés, les matériels de sonorisation, sound-system, amplificateurs, ainsi que les groupes électrogènes de plus de 10 kW, dont le poids excède 100 kilogrammes.
- Article 2 :** La circulation de ces véhicules est temporairement interdite du jeudi 13 août 2020 (19 heures) au lundi 17 août 2020 (08 heures).
- Article 3 :** Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux dressés par les forces de sécurité intérieure (Gendarmerie ou Police Nationales).
- Article 4 :** Le présent arrêté sera :
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre,
  - diffusé sur le site Internet de la préfecture,
  - porté à la connaissance des conducteurs par les médias.
- Article 5 :** Les recours sont exposés en annexe.
- Article 6 :** Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfètes des arrondissements d'Issoudun et de La Châtre ainsi que de Le Blanc, les Sous-Préfets de permanence, le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale, le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée de la préfecture et des sous-préfectures.

Pour le Préfet,  
Et par délégation,  
Le Secrétaire général



Stéphane SINAGOGA



## ANNEXE

RECOURS	
Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.	
<u>RECOURS GRACIEUX</u>	<p>La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par voie postale : <i>Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés, CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;</i></li><li>- soit par voie électronique : <a href="mailto:pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr">pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr</a>.</li></ul> <p>Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.</p>
<u>RECOURS HIÉRARCHIQUE</u>	<p>La demande argumentée est adressée au :</p> <p><i>Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau, Paris 75008°.</i></p>
<u>RECOURS CONTENTIEUX</u>	<p>La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par voie postale au : <i>1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;</i></li><li>- soit par voie électronique via le site « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <a href="https://www.telerecours.fr">https://www.telerecours.fr</a>.</li></ul>
<p><u>Remarque :</u></p> <p>Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.</p> <p>Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.</p>	



Préfecture

36-2020-08-13-007

2020-08-13-Arrêté portant interdiction temporaire de  
rassemblements festifs à caractère musical



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Services du Cabinet**

*Bureau de l'Ordre Public et de la Prévention de la Délinquance*

**THIERRY BONNIER**

Châteauroux, le 13 août 2020

Préfet de l'Indre

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**ARRÊTÉ n° 36-2020-08-13-007  
PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE RASSEMBLEMENTS FESTIFS À  
CARACTÈRE MUSICAL (TEKNIVAL, RAVE- PARTY, FREE-PARTY)  
DANS LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2215-1 modifié ;
- Vu** le Code de la Sécurité Intérieure, notamment ses articles L211-5 à L211-8, L211-15, R211-2 à R211-9, et R211-27 à R211-30 ;
- Vu** le Code Pénal ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, Préfet de l'Indre ;
- Vu** le décret du 6 mai 2020 portant nomination de M. Stéphane SINAGOGA, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;
- Vu** l'arrêté du 19 mai 2020 portant délégation de signature à M. Stéphane SINAGOGA, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

**Considérant** que, selon les éléments d'information disponibles et concordantes, un ou plusieurs rassemblements festifs à caractère musical pouvant regrouper jusqu'à plusieurs milliers de participants sont susceptibles de se dérouler entre le vendredi 14 août 2020 et le dimanche 16 août 2020 dans le département de l'Indre ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L211-5 du Code de la Sécurité Intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du Préfet du département avec un préavis minimum d'un mois ;

**Considérant** qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès du Préfet de l'Indre,

précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

**Considérant** par ailleurs, que la posture actuelle du plan Vigipirate - vigilance renforcée / risque attentat - ne permet pas une mobilisation des forces de l'ordre en nombre suffisant pour ce type d'évènement ;

**Considérant** la nécessité de prévenir le risque élevé de troubles à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblements est important ; que les moyens appropriés en matière de lutte contre l'incendie et de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité sanitaire et routière ne peuvent être réunis ; que, dans ces conditions, lesdits rassemblements comportent des risques sérieux de désordres ;

**Considérant** que, dans ces conditions, la nature et l'organisation de ces rassemblements sont susceptibles de provoquer des troubles graves à l'ordre et à la tranquillité publics ;

**Considérant** l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le Préfet tient des dispositions de l'article L2215-1 modifié susvisé du code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** en outre, que les risques de propagation de la Covid19 existent toujours, plus particulièrement lors des rassemblements de personnes ne permettant pas toujours le respect des gestes barrières ;

**Considérant** que les risques d'incendie de végétation sont importants du fait du manque de pluie depuis plusieurs semaines ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La tenue des rassemblements festifs à caractère musical répondant à l'ensemble des caractéristiques énoncées à l'article R211-2 du Code de la Sécurité Intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdite sur l'ensemble du territoire du département de l'Indre, entre le jeudi 13 août 2020 (19 heures) et le lundi 17 août 2020 (08 heures) inclus.

**Article 2 :** Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R211-27 du Code de la Sécurité Intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le Tribunal.

**Article 3 :** Les voies de recours sont annexées au présent arrêté (infra).

**Article 4 :** Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfètes des arrondissements d'Issoudun et de La Châtre ainsi que du Blanc, les Sous-Préfets de permanence, le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale, le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département et affiché à l'entrée de la préfecture et des sous-préfectures.

Pour le Préfet,  
Et par délégation,  
Le Secrétaire général



Stéphane SINAGOGA



## ANNEXE

RECOURS	
Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.	
<u>RECOURS GRACIEUX</u>	<p>La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par voie postale : <i>Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés, CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;</i></li><li>- soit par voie électronique : <a href="mailto:pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr">pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr</a>.</li></ul> <p>Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.</p>
<u>RECOURS HIÉRARCHIQUE</u>	<p>La demande argumentée est adressée au :</p> <p><i>Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau, Paris 75008<sup>e</sup>.</i></p>
<u>RECOURS CONTENTIEUX</u>	<p>La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par voie postale au : <i>1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;</i></li><li>- soit par voie électronique via le site « Télérérecours citoyens » accessible par le site Internet <a href="https://www.telerecours.fr">https://www.telerecours.fr</a> .</li></ul>
<p><u>Remarque :</u></p> <p>Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.</p> <p>Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.</p>	

Préfecture de l'Indre

36-2020-08-03-004

Décision de fin de délégation de signature Mme Chevrier

## **DÉCISION DE FIN DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

### **N° 2020/22**

- Vu le code de la santé publique et notamment ses articles D. 6143-33 et L.6143-7 ;
- Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière,
- Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;
- Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;
- Vu l'arrêté de fusion-absorption de l'A.R.S. Centre-Val de Loire n° 2016-OSMS-0058 entre le centre hospitalier de CHATEAUROUX et le centre hospitalier de LE BLANC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- Vu la convention de direction commune du 1<sup>er</sup> janvier 2020 entre le centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC, les E.H.P.A.D. d'ARGENTON-SUR-CREUSE, et de SAINT-GAULTIER,
- Vu l'arrêté du C.N.G. en date du 14 janvier 2020 portant nomination de Madame Evelyne POUPET en qualité de directrices du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC, des E.H.P.A.D. d'ARGENTON-SUR-CREUSE et de SAINT-GAULTIER (Indre) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- Vu l'arrêté du Centre National de Gestion portant nomination de M. Michel CHEVRIER en qualité de directeur des soins – coordonnateur général des soins au centre hospitalier de CHATEAUROUX - LE BLANC, les E.H.P.A.D. d'ARGENTON-SUR-CREUSE, et de SAINT-GAULTIER à compter du 25 février 2017,
- Vu la décision n° 2017/78 portant délégation de signature à M. CHEVRIER Michel, directeur des soins – coordonnateur général des soins, à la direction des soins, lors des autorisations d'absences délivrées à la directrice du site du BLANC,
- Vu l'arrêté du CNG en date du 22 novembre 2020, portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020,

La directrice du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC, des E.H.P.A.D. d'ARGENTON-SUR-CREUSE, et de SAINT-GAULTIER (Indre),

## **DÉCIDE**

### Article 1<sup>er</sup>

Il est mis fin à la délégation de signature de M. Michel CHEVRIER, directeur des soins – coordonnateur général des soins, sur le site du BLANC, à la date du 1<sup>er</sup> avril 2020.

Article 2

La présente décision est portée à la connaissance du conseil de surveillance du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC et publiée sur internet, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre.

Article 3

Cette décision est notifiée à M. Michel CHEVRIER et sera communiquée :

- au président du conseil de surveillance du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC,
- au trésorier du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC,

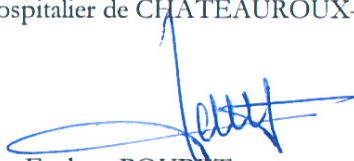
et insérée dans le registre des décisions de la direction commune domiciliée au C.H. de CHATEAUROUX.

Article 4

Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Ce recours peut être effectué via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

CHATEAUROUX, le 3 août 2020

La directrice de la direction commune,  
directrice du centre hospitalier de CHATEAUROUX-LE BLANC,



Evelyne POUPET